

# Les années 1950. Les Centralistes et les autres : l'indépendance, le bonheur, et plus si possible...

Fanny COLONNA\*

*Il y a des gens qui disent que toute histoire comporte un début, un milieu et une fin, mais ce n'est pas toujours vrai... Il y a des gens qui disent que l'Histoire n'a à vrai dire aucun sens, qu'elle n'a pas la moindre importance, mais dans ce cas nous serions de simples otages du temps qui passe, à la merci du monde, perdu dans une bulle vide... Ce qui compte peut-être vraiment, c'est de s'inscrire dans ce paysage. L'histoire, pour peu que l'on cesse d'agiter un drapeau et de faire de l'exégèse, cela consiste à redonner vie à un passé dont le flot nous traverse, non pour la postérité, mais pour que le monde ait plus de sens.  
Jamal Mahjoub, Romancier soudanais, Nubian Indigo, 2006*

## Introduction

En lisant le Tome premier du *Hasard et l'Histoire* (Bennoun et El Kenz, 1990), une série d'entretiens avec Bélaïd Abdesselam, Centraliste de la première heure, je suis tombée sur une question formulée par l'un des auteurs, celle-là même que je n'avais cessé de me poser depuis 1962 :

« Comment peux-tu expliquer que les anciens centralistes, les anciens militants du PPA-MTLD n'ont pas tenté de se reconstituer et de se transformer en force politique ?... alors que les Oulémas ont maintenu leur présence, que le Parti communiste s'est reconstitué en PAGES et a maintenu une certaine présence ? »

Il n'est pas sans importance qu'elle soit posée par un universitaire au parcours complexe, ancien maquisard de surcroît, Mahfoud Bennoun, un collègue aujourd'hui disparu, quelqu'un pour qui la politique/ le politique devait être une affaire sérieuse. Relevons deux éléments : les centralistes (sans majuscules dans le texte) en tant qu'anciens du PPA, auraient considéré que le FLN poursuivait leur propre tâche et donc « *se sont noyés dans le FLN* », ce sont les mots employés ; par ailleurs 1962 aurait constitué un tournant car l'objectif de l'indépendance jusque-là privilégié, une fois atteint, devait céder le pas à une remise en question « *au sein non seulement du pays mais des appareils* » (*verbatim*). Aussi sommes-nous ici devant une sorte d'oxymore : ou bien il y avait continuité, sentie sinon effective, ou bien il y avait urgence à tout changer. En réalité, peut-être la disparition d'un courant qui eut sa presse et son heure de notoriété, qui a produit plusieurs profils d'envergure, sans compter beaucoup de matière

---

\* Socio-anthropologue, Directrice de Recherche émérite au CNRS, Paris.

imprimée, est-elle justement le produit de cette contradiction, non assumée théoriquement comme telle par celui qui est interpellé ici, ni par le groupe concerné, à supposer qu'il ait existé, ni par les différentes catégories de responsables du pays depuis ! *Poursuivre ou tout remettre en question ?*

Dans la continuité d'une histoire des médiateurs culturels en Algérie que je me suis donnée comme objectif de travail il y a déjà un certain temps (Colonna, 2008), je m'essaye ici à une esquisse de *sociologie historique* d'un « réseau » de militants, plutôt d'ailleurs que « d'intellectuels » proprement dits, volatilisé aujourd'hui, même si quelques-uns ont laissé un nom ; unis entre eux (un point à discuter compte tenu de leur diversité) par une certaine communauté de valeurs et d'idées et surtout *une certaine idée de ce que devait être l'Algérie une fois indépendante*. En même temps, on ne devra pas oublier qu'ils sont détenteurs d'une longue pratique partisane et porteurs d'ambitions d'appareils au sein de la plus importante formation politique du mouvement national, le PPA-MTLD.

A cause de leur idée de l'avenir, cette quête, la mienne, partie de la reconstitution d'une cohorte oubliée, est devenue progressivement *une histoire régressive des idées* concernant la définition de « la nation » en Algérie. Car je crois en effet qu'avec les Centralistes nous avons affaire à la fois à un courant politique et surtout à *un maillon* dans un flux de pensée qui prend source avant eux et continue après eux et en dehors d'eux. Mais qui a comme caractéristique d'être très largement minoritaire dans l'éventail des représentations spontanées du politique dans la société algérienne, donc est *utopique*, tout simplement. Et c'est par là qu'il mérite le plus grand intérêt. En effet, la plupart des « idées » entendues ou lues au début des années cinquante chez les Centralistes, je les ai retrouvées dans la fameuse Plateforme de la Soummam mais aussi dans les professions de foi d'un parti comme le RCD par exemple : laïcité, ouverture au pluralisme donc démocratie etc. Par ailleurs elles ne sont pas sans liens, tant s'en faut, en amont, avec le Manifeste sulfureux intitulé *L'Algérie libre vivra*, déclencheur de la fameuse « crise berbériste » de 1949, et même, pourquoi pas, avec le *Testament de 1946* de Ferhat Abbas, voire d'autres énoncés antérieurs. Et pourtant, répétons-le, elles ne sont présentes dans la société que très minoritairement. Donc minorité idéologique structurelle et résurgence périodique, *quelque chose qui insiste mais n'arrive pas, sinon à se dire, du moins à se faire entendre*. Comment nommer cela ?

Aujourd'hui en effet, si les idées que les Centralistes ont (eux aussi) défendues reviennent dans le débat, une petite « enquête par sondage » plusieurs fois réitérée auprès d'Algériens des deux sexes de moins de 60

ans m'a montré que le mot « centralistes » surtout au pluriel, n'évoquait rien, sinon parfois l'idée de troisième force (!) et dans les meilleurs des cas, une définition par défaut, « ceux qui étaient entre Messali et le CRUA ». Cette coupe dans l'espace politique devrait donc permettre de poser une ou des questions plus générales concernant la généalogie du vivre ensemble en Algérie. Ce sera ma deuxième partie.

## **I. Des savoir-faire, le sens de l'ingénierie sociale**

Comment identifier le groupe ? En termes de parti, il s'agit des membres du Comité Central du PPA-MTLD entre 1946 et 1953. Ils étaient 53. En réalité ceux qui nous intéressent ici sont ceux qui s'opposèrent frontalement à Messali, donc le Comité Central d'août 1954. Ils sont 30 ou 28 selon les sources... Notons que les deux tiers sont déjà dans le Comité Central de 1946/53, preuve que ces derniers, comme je l'ai déjà dit, ne sont pas des hommes nouveaux, des *outsiders*, mais déjà des routiers de la pratique partisane. Mais il n'y a pas que des professionnels de la politique, il y a aussi la *mouvance*, ceux qui s'inscrivent dans d'autres formations : le mouvement étudiant, Lamine Khene et Benbaatouche, le syndicalisme comme Draréni, le scoutisme comme Kaddache, le journalisme simplement, comme Laïchaoui, la politique locale comme Zitouni. Ce qui ne les empêche pas d'être membres du Parti et très actifs dans leurs sphères respectives. Il y a enfin la masse anonyme de ceux concernés par la nouveauté de leurs idées sur lesquels on trouvera une bonne information prosopographique dans le livre de Ben Khedda, intitulé *Abane- Ben Mbidi. Leur apport à la révolution algérienne* (Ben Khedda, 2000, chap. 4, Les Centralistes et la révolution, pp.81-92). Ce texte est précieux pour agrandir le cercle mais laisse entière la question de Bennoune relevée dans mon introduction : pourquoi ces gens se sont-ils fondus dans le FLN après l'indépendance ?

Ils sont plutôt jeunes, nés en moyenne entre 1920 et 1930, sauf quelques exceptions marquantes, comme Aissat Idir (1919), Dahlab (1918) ou Lahoual (1917). Ceux –là sont déjà les anciens. Ce constat de génération nous renvoie à un irremplaçable chapitre de Omar Carlier (Carlier, 2003). Pour se placer d'emblée dans l'axe du présent ouvrage, la plupart de ceux dont nous connaissons sommairement des éléments de biographie (Cheurfî, 2001), sont effectivement membres à peu d'exceptions près, d'une cohorte qui relève des descriptions si intuitives de Carlier : pour le paraphraser, ils défient avec naturel et presque sans le faire exprès, dans l'espace public, dans la rue, dans l'université, et dans l'espace politique ( exemple la municipalité Chevallier), la frontière culturelle et sociale imposée par l'ordre colonial. Par leur seule présence

physique d'abord en de tels espaces réservés jusque-là aux Européens. Par le costume (contrairement par exemple à l'Égypte au même moment : ainsi qu'on peut voir dans les films de l'époque, là-bas, la génération évoluée porte le *tarbouche*). Par l'usage du français, la fréquentation des cinémas, pas seulement ceux réservés *de facto* aux Indigènes, par leur façon de vivre en général. Ainsi au début des années 50, la plupart de ces militants, à Alger en tout cas, sont encore célibataires et vivent souvent chez leurs parents, n'affichant par ailleurs jamais de liaison ostensible. Forme de précarité au regard des normes de la société musulmane mais aussi choix de modernité. Cette bohème apparente est toutefois fort contrôlée et empreinte d'un grand moralisme. Il y a certes des femmes et même des jeunes femmes dans cette militance, mais elles ont leurs regroupements à part et les actions communes sont rares.

Pour compléter ce tableau d'ensemble, il faut insister sur la qualité exceptionnelle du *climat culturel* du moment, toutes sociétés confondues qui pour la première fois peut être de l'ère coloniale, est redevable, non pas à une mixité, ce serait trop dire, mais à ce qu'on a pu appeler (Colonna, 1994) une « enviable diversité », moment dont on ne trouve l'équivalent que dans les années qui ont suivi l'indépendance, jusqu'en 1973-74, c'est-à-dire des croisements, des échanges, des influences réciproques, autour de quelques revues, en arabe *al Baçair*, *al Sabah* et en français, *Simoun*, *Terrasses*, *Forges*, et *Alger Républicain*, véritable carrefour (Dib, K. Yacine), de même que *Liberté* (B. Hadj Ali), bons miroirs aussi de la musique et du théâtre arabe. Il est difficile de savoir la part que les Centralistes prenaient et recevaient de cette provende, par contre des témoignages en signalent l'impact sur les milieux étudiants, qui organisent de leurs côtés des conférences-débats pour leurs propres publics (Sadok Hadjeres, communication personnelle). Ainsi comme le note justement Carlier, *jamais les deux sociétés en présence n'ont été aussi proches*, en dépit des dénivellations spatiales et sociales. Il faut noter que ce rapprochement est en rapport avec une évolution symétrique qui prend forme dans la société dominante grâce à l'école, plus ou moins commune depuis 1945, à l'université, et surtout aux mouvements de jeunesse qui favorise de nouveaux frayages. Ce qui ne va pas sans le respect d'invisibles frontières et d'interdits résiduels infranchissables, par exemple vis-à-vis des femmes européennes. Tout n'était pas en fait si simple. D'ailleurs ce phénomène nouveau est provisoire, il régressera avec la guerre qui approche ; mais il explique la relative facilité avec laquelle les Centralistes vont tisser et faire fructifier pendant la guerre des relations décisives pour les luttes avec certains milieux européens.

*Le scoutisme, école d'organisation et de discipline* : à l'origine de la plupart de leurs trajectoires, on rencontre le scoutisme, comme jeune scolarisé puis comme jeune chef. Ce mouvement, récent en Algérie (années trente), « moitié école et moitié armée » comme dit Carlier, leur offre à la fois un mode d'organisation et un mode d'engagement, une discipline personnelle et collective, des techniques de « management humain » européen et en même temps, les valeurs d'un islam rénové par le travail des Badiciens. Mais aussi des lieux de rencontre et de transmission entre générations très décentralisées géographiquement puisque rapidement la plupart des petites villes de l'intérieur formèrent des meutes, ainsi à Tizi Ouzou en 1940, Collo 1945 etc. On y inculque le respect de la personne humaine, plus le moralisme berbère et celui de l'islam qui s'additionnent, toutes valeurs qui faciliteront bientôt leur rapprochement avec des mouvements européens comme le scoutisme ou l'Action catholiques.

*Des militants / des politiques qui écrivent sans cesse* : à quels métiers étaient-ils formés ? De quoi vivaient ceux qui n'étaient pas des « permanents » ? Ils sont journalistes, postiers, fonctionnaires dans des branches discrètes de l'administration coloniale, souvent les Contributions diverses (Dahlab, Temam), interprète d'assemblée (Demaghatrous), en somme « cols blancs » (Aïssat), parfois avocats (Kiouane), plus rarement pharmaciens (Benkhedda) ou médecins (Khen). Non pas dans la tradition de l'UDMA, pour conquérir une notoriété locale partageable avec les Européens les mettant relativement hors d'atteinte, mais dans un objectif de luttes. Rares sont ceux qui sont personnellement à l'aise économiquement (Kiouane peut-être, Abdesselam, Yazid) ou qui viennent de familles vraiment riches.

Les trajectoires scolaires sont souvent tronquées, mais ont presque toujours comme horizon, plus ou moins atteint, le baccalauréat. Certains sont passés par l'université (Khen, Yazid, Kiouane, Benkhedda). Une exception, Mehri, zitounien, qui « apprend le français en 1945 pour lire des directives du PPA, à ce moment principalement diffusées en français » (communication personnelle, confirmée par Meynier, 2002). Les autres se distinguent par leur familiarité avec la langue dominante et un horizon de références qui est celui des écoles françaises. Sous ce rapport, en tant que jeunes plus ou moins bilingues ayant été scolarisés, ils correspondent parfaitement à la définition que donne Benedict Anderson (Anderson, 1996) des premiers porte-parole du nationalisme colonial, « indépendants de toutes bourgeoisie locale installée ». Sans doute, l'UDMA déjà, le mouvement Jeune Algérien, s'étaient approchés de cet objectif, mais avec eux, ce sont des strates sociales et régionales plus représentatives qui aspirent à l'action dans tous les domaines.

Avant 1954, ils sont très actifs dans la presse de leur parti, essentiellement *l'Algérie libre* ; en 1954 ils fondent *La nation algérienne* (Kiouane, Lahoual, Louanchi), journal de fort bonne tenue qui aura dix numéros avant le 1<sup>er</sup> novembre, mais sera vivement combattu par les Messalistes. Dans la logique de leur « entrisme » en milieu européen, ils vont participer intensément dès 1952 à l'entreprise de *Conscience maghrébine*, initiée par André Mandouze (Louanchi, Draréni, Laïchaoui) puis à partir de la guerre, à *l'Espoir* (Kaddache) le journal des libéraux principalement animé sous anonymat par CH. R. Ageron. A travers les réseaux du parti, ils contribuent efficacement à une distribution *régionale artisanale* (de la main à la main) de cette presse. Pendant la guerre, durant la période tunisoise en particulier, dans les services d'information du GPRA, au *Moudjabid*, ils jouent un rôle essentiel (Pierre Chaulet et autour de lui).

Dahlab à lui seul est le modèle de cette passion de l'écrit, il serait plus juste de dire de la passion de publier, même s'il écrit aussi dans *l'Algérie libre*. En 1946, fraîchement libéré d'un camp d'internement, il crée à Alger la Société Algérienne de Presse et d'Édition, dotée d'une imprimerie et assure ainsi la fabrication du matériel de propagande du PPA. Puis en 1955 en accord avec Abane, il lance à Alger avec Temam les premiers numéros d'*Al Moudjabid*. En 1989, il crée une maison d'édition qui porte son nom. Il raconte sa vie militante dans un livre très déconcertant qu'il publie à Alger bien après l'indépendance (Dahlab, 1990). Né en 1918, il meurt en 2000, soit une longue vie vouée à une passion quasi unique. La facture minimaliste des ouvrages et des fascicules qui sortent de cette fabrique, le sérieux du contenu, joints à l'indifférence radicale qu'ils manifestent à toute esthétique typographique, donnent une assez bonne image de l'austérité qui prévalait dans ce réseau, à tous les niveaux. Dans la même veine, on peut noter que, rentrant à Alger en 1962, Salah Louanchi n'a qu'une idée, créer un journal : ce sera *Al Chaab* dont le destin sera bref (Louanchi, 1999)

Ce qui frappe le plus rétrospectivement, c'est leur activité inlassable de mémorialistes, après l'indépendance, leur travail de mise en textes de l'histoire de leur parti, y compris de la part qu'ils y ont prise en tant que disciples puis adversaires de Messali, et ceci apparaît aujourd'hui comme leur principale contribution à l'histoire politique du pays, même si aucun d'eux n'a la plume ni le don de narrateur d'un Tawfik al Madani. On doit donc louer paradoxalement leur sens de la *continuité et de la transmission*, des vertus qui manquent cruellement dans l'univers intellectuel en Algérie post indépendance. Notons pourtant, que tous racontent

« l'histoire » au sens anecdotique et l'Histoire avec H, d'une manière totalement téléologique, à partir d'un FLN inéluctable, sinon idéal. La plupart définissent aujourd'hui leur action par rapport à la guerre d'indépendance sans évoquer des possibles d'alors. Un bon test, la chronologie des différents livres de mémoires des principaux Centralistes : pour eux l'histoire commence et finit avec leurs rapports avec le FLN. Seule la biographie de S. Louanchi par Anne Marie Chaulet commence en 1923 et devait se terminer en 1990, naissance et mort du personnage, donc. C'est le seul cas. Le recueil de Mandouze (Mandouze, 1962) commence en 1954 et se termine en 1961, celui de Dahlab commence en 1956 et se termine en 1962, jamais un mot sur la vie privée, sur, ou de, la personne. Kiouane (Kiouane, 1999) donne une quinzaine de pages biographiques « très organiques » et termine avec la scission en 1954 (Kiouane 1999). Abdesselam commence en 1944-45, il a 17 ans, et termine en 1987, à la mort de Boumediène. Louanchi et Abdesselam sont les deux plus englobants mais il se trouve que ce ne sont pas eux qui ont décidé de la césure. Par rapport à Taleb (Taleb-Ibrahimi, 2006 et 2008) ou à Harbi (Harbi, 2001) qui viennent ou sont sur le point d'achever chacun leur tome II, les Centralistes semblent plus inhibés par la chronologie imposée du FLN. Dans leurs livres, l'éventail des possibles qu'ils évoquent n'est *plus* celui de 1954, il est celui de 1962, mais va rarement au-delà. Tous, sauf Ben Khedda dans *Abane - Ben Mhidi*, livre écrit sous le coup de l'indignation d'une accusation infamante envers Abane. En 2000, il était temps !

*Un syndicalisme autonome.* Par contraste avec cette pratique complexe mais diffuse qu'est l'écriture, difficile à traduire en institutions, à inscrire dans le dur, le réseau centraliste peut être gratifié d'avoir forgé un syndicalisme indépendant en Algérie. On retiendra, pour l'origine, les noms de Aissat Idir et de Mohamed Draréni. Le premier originaire d'une famille aisée kabyle, formé à partir de 1944 au syndicalisme au sein de la CGT, par son expérience professionnelle de *cadre* dans une société d'Etat, les Ateliers industriels de l'Air, après des études primaires supérieures brillantes, et avoir pensé à devenir instituteur (il est éliminé au concours d'entrée de Bouzaréah), puis avoir effectué de bonnes études supérieures en Tunisie (où il semble, selon une photo, simple détail, mais significatif, porter le tarbouche, contrairement à ses camarades du Parti à Alger). Dès 1947, il s'implique dans une commission du PPA pour la création d'une centrale syndicale indépendante où il milite avec Boualem Bourouiba, cheminot, Rabah Djerman, docker et quelques autres adhérents comme lui à la CGT. Ils animent déjà ensemble une rubrique, *Le prolétariat algérien*, dans le journal

du Parti. C'est seulement en 1956, pour sauter les étapes, que sera créé avec l'appui d'Abane et le soutien de Temam, l'UGTA aussitôt agréée par la CISL, centrale des syndicats libres siégeant à Bruxelles (et non pas la centrale de tonalité communiste qui a alors son siège à Prague, la FSM), un choix simplement anticommuniste ou tactique ? Qu'appuyèrent ses camarades du Comité Central dont Mohamed Draréni. Ils publient aussitôt un journal, *L'ouvrier algérien*, en 1956. Ainsi, Aïssat, homme de convictions, dû choisir son camp plusieurs fois en peu de temps, à la fois en quittant la CGT, en refusant la centrale syndicale proposée par les Messalistes, et en intégrant le Comité Central oppositionnel, alors qu'il était foncièrement contre toute scission. Il est mort en juillet 1959 dans des conditions épouvantables de tortures qui déclenchèrent un formidable scandale international (Farès, 1992). De plus, son procès, sa mort et la publicité qui lui fut donnée par son avocat Pierre Garrigue furent presque certainement la cause de l'assassinat de celui-ci, officiellement par l'OOAS en janvier 1962, peu après celle de Pierre Popie et dans les mêmes conditions.

De son côté mais en équipe avec Aïssat, il y a Draréni, fils de postier, postier lui-même et non permanent, exerçant son métier jusqu'à son départ au maquis, menant en plus de son militantisme syndical, une forte activité comme chef et formateur chez les Routiers. Cette responsabilité, tout comme celle du lancement de l'UGTA, dont il est élu Secrétaire national en 1956, l'ont amené pendant une dizaine d'années à participer à de nombreuses rencontres internationales et à capitaliser ainsi un très grand nombre de contacts de par le monde qui serviront beaucoup durant la lutte, ce que j'ai pu constater directement. Son jugement faisait autorité, et son nom, jusque hors d'Algérie était un sésame. Très lié personnellement à l'équipe centraliste d'Alger, au noyau de *Conscience* en particulier, il participait au comité de rédaction où on pouvait voir qu'il n'était pas exempt d'une certaine rigidité – il fut très favorable à la grève controversée des lycéens et universités de mai 1956. Il prit le maquis durant l'été 1956, enfin mourut dans un engagement « les armes à la main » en 1959, la même année que son aîné dans le syndicalisme. Deux profils qui donnent une très haute idée des origines du syndicalisme algérien et aussi d'une dimension importante du centralisme... comme de certaines des limites de celui-ci.

*L'expérience de l'électoratisme et de la gestion municipale* : S'agissant du MTLD, la pratique des élections comme technique de lutte ne fut pas le propre exclusif des Centralistes. Dès 1947, le parti y recourt avec succès. D'où la réaction de Naegelen ; même tentative en 1946, à l'Assemblée nationale sur injonction de Messali, selon Kiouane. Mais le deuxième



collège reste en vigueur jusqu'en 1958. Et cette pratique de luttes fut toujours critiquée par certains, Lahoual, par exemple, comme « tiède et réformiste ». Lors du deuxième Congrès du MTLD en 1953, le Comité central réaffirme « le parti a toujours fait de la participation aux élections une *tactique politique*, il n'en a jamais fait un objectif stratégique ou doctrinal, c'est-à-dire une fin en soi » (Kiouane, 1999, p. 234). Autrement dit, les différentes assises, de la commune aux grandes assemblées, furent essentiellement des caisses de résonance de revendications et de dénonciations de dénis de droits, non des lieux d'intervention sur la vie des gens ou sur la loi. *Les choses vont changer aux élections municipales d'Avril 1953*. Localement des listes d'union sont constituées, malgré l'échec d'une tentative vers l'UDMA et le rejet d'une tentative avec le PCA. La vitrine, pour les deux parties en présence (européenne et nationaliste) restera pour l'Histoire, la municipalité Chevallier, même si des expériences du même type furent tentées avec succès, à Philippeville, à Blida, voire à Tiaret je crois, et sans doute ailleurs. Il n'y eut pas que des expériences municipales, des conseils généraux aussi en furent le théâtre (Demaghatrous, Zitouni). Cependant, dans une déclaration inaugurale, Kiouane rappellera d'entrée de jeu que les élus du 2ème Collège ne dépassaient pas les deux cinquièmes du total des élus (sans doute y compris les UDMA et les Messalistes), pour une population neuf fois plus importante que celle des Européens !

Cette collaboration de deux ans entre élus des deux camps (5 postes d'adjoints au 2ème collège sur un total de 17 à Alger) porta surtout sur des questions affectant directement « le sort des musulmans » comme on disait alors, dont le logement, et il fut beaucoup débattu, à Alger par exemple, des scandales divers autour de la construction de cités de Diar al Mahçoul (où j'habitais à l'époque) et Diar Es-Saada. Il fut aussi question de la défaite de Dien Bien Phu. Et du budget municipal de la police ! Puis ce fut la guerre, les arrestations et les tortures. Quatre adjoints, Kiouane, Abdelhamid, Bouchakour et Boudjéroudi, plus deux conseillers, Addab et Messaoudi, furent arrêtés, certains torturés gravement et vinrent en parler à la tribune (Kiouane, 1999).

L'expérience bien sûr était incompatible avec la guerre qui s'annonçait. En décembre 1955, les élus d'Alger, mais aussi des communes environnantes et de Blida, démissionnèrent. Suivis des élus des autres instances. *Mais nul doute que l'accès à cette tribune fit beaucoup pour la prise de conscience des Européens, certains en tout cas, et aussi à l'étranger, grâce à la presse*. Les luttes électorales dans le mouvement national restent un dossier mal connu, entre autre parce qu'on ne pourrait vraiment le faire

parler que par une approche empirique serrée et sur fond d'un autre horizon des possibles.

*La diplomatie à tous les niveaux, inter organisations et/ou internationaux* : sur ce thème obligé, on serait tenté d'avancer à juste titre le nom de Yazid, encore Yazid et toujours Yazid, tant à cause du charisme de l'homme que ce que l'on sait de l'importance de l'action diplomatique de rayon international dans la résolution du conflit algérien. Pourtant, bien plus tôt, les syndicalistes déjà, comme mentionné plus haut, ont joué un rôle international immense dans cette popularisation, les scouts également (Omar Lagha, Kaddache, Louanchi). Dans ce cas particulier, les tenants des différentes sensibilités centralistes, dont on aperçoit avec le temps la diversité pour ne pas dire les invraisemblables différences, ont manifesté *en commun* un sens remarquable de la médiation et de la solidité que pouvaient offrir *les organisations en tant que telles* (les églises, les centrales syndicales, les mouvements de jeunesse), permettant de dépasser les communautés d'idées, le sentimentalisme du copinage ou l'amitié de voisinage entre les communautés, une intuition qu'ils tiennent à coup sûr de leur expérience de parti.

Quand on réfléchit de manière distancée sur ce que l'on peut saisir de cette mouvance, il semble que, malgré des engagements très divers avant, pendant et après la guerre de libération, l'ensemble de leurs actions respectives dégage *un certain air de famille* : que ce soit dans les mouvements de jeunesse, dans la presse, dans l'édition, dans l'engagement électoral, dans le syndicalisme, ou à différents niveaux de la diplomatie, ces militants manifestent, chacun à leur manière, des savoir-faire qui sont de l'ordre de *l'ingénierie sociale, de la communication*. *En somme ce sont des « spécialistes de la médiation »*, conformes en cela à leur vocation de membres d'une nouvelle classe moyenne naissante. Car en effet ils emprunteront sinon leurs idées, en tout cas *les mots pour les dire*, à d'autres sensibilités proches mais bien distinctes d'eux. Par exemple, si opposés qu'ils furent non seulement au communisme mais tout autant au « gauchisme », ils furent inexplicablement tentés puis séduits par le fanonisme, et la personne de Fanon lui-même, pourtant fort éloigné d'eux par tempérament et réciproquement. De même pour leur « plagiat », dès 1952, du texte *L'Algérie libre vivra* (al Watani 1949).

## II. Une pensée, un modèle social, une utopie ?

*« ... redonner vie à un passé dont le flot nous traverse » J. Mahjoub*

Jusqu'ici, la tâche était relativement facile. Sauf que, ayant eu recours le plus possible aux sources primaires mais elles sont limitées, je ne prétends pas avoir appris quoique ce soit à ceux qui connaissent le

dossier, mais peut-être, oui, à quelques autres ? « Un air de famille », cela peut être, c'était certainement, le produit d'un encrage sociologique, c'est aussi peut être une impression construite *ex post*. On retombe inévitablement ici sur l'aporie habituelle de toute sociologie historique se donnant comme objet, ou sujet, *un acteur collectif* : les Centralistes, groupe réel, groupe construit, groupe imaginaire ? De l'argumentaire du colloque autour de « générations », je retiendrai deux points : *partager un champ des possibles* et *les multiples temporalités* induites par la présence française en Algérie, en ajoutant ceci : peut-être la question de Bennoun dans l'introduction n'est-elle pas la bonne ? Peut-être y aurait-il simplement à considérer ce qu'ils sont au moment où ils étaient « Centralistes » ie jusqu'au Premier Novembre 1954 ?

« L'étiquette centraliste, écrit Ben Khedda en 2000, correspond à une certaine réalité du PPA-MTLD au moment de sa crise en 1953-54. *Par opposition au Messalisme, elle exprime avec netteté la tendance démocratique du Parti qui s'opposait au populisme outrancier de Messali*, refusait avec véhémence le culte de la personnalité dont il était l'objet avec son propre assentiment et... la présidence à vie du parti... ».

D'où la question à poser aujourd'hui : le centralisme d'après la mue de sa séparation avec Messali est-il encore *un populisme* c'est-à-dire un déni de démocratie face au peuple ? La question fait sens et en tout cas mérite qu'on s'y arrête. De là en effet un malaise radical, en lisant les travaux qui évoquent cette mouvance et ce moment du début des années 50. Or, en ce qui me concerne, je cherche ici à *décrire quelque chose qui n'a pas eu lieu et qui, pourtant a constitué précisément l'un des possibles de ce moment historique*. Ce faisant, je m'inspire de la consigne d'un anthropologue américain, G. E. Marcus. Il n'est pas le seul. Son idée, parmi bien d'autres, stimulantes, consiste à *rendre visible les alternatives*. Il a des expressions heureuses, ainsi : « l'exploration de tout le possible en même temps que tout le réel... comme *ébranlement de la texture d'une situation...* », ce qui devrait nous parler ; il parle de « *tracer des routes non empruntées, à la frontière de l'utopie* », arguant que « *ces traces sont dotées d'une vie réelle, et appartiennent au processus de formation des identités* » (Marcus, 1993, Introduction). Nous y voilà.

Ainsi, de ce que l'Histoire ne leur aurait pas donné raison, encore que... qu'ils se soient d'une certaine façon, désavoués eux-mêmes, non dans l'action mais plus tard, les survivants, en pratiquant le téléologisme que j'ai évoqué plus haut, il reste que *le possible de la vie de ces hommes-là, à ce moment-là*, nous intéresse toujours pour lui-même, même s'ils ont dû jouer une autre pièce sur d'autres scènes que celle qu'ils avaient imaginée. Ce serait en effet une injustice politique et surtout une erreur

épistémologique, de les toiser à l'aune du *radicalisme populiste ou du populisme radical* qui est devenu le centre et le moteur historique du changement à partir de Novembre 1954. En ce qui les concerne, si c'est bien Messali qui fait en 1936 l'accumulation primitive du *patriotisme*, c'était cette fois, logiquement, à leur génération sinon à eux particulièrement, le tour de s'approprier le travail de pensée de celui-ci, pour faire l'accumulation primitive du *nationalisme* ie bâtir l'utopie de la nation en marche (pour éviter le futur qui sent trop le PCA). *La Nation algérienne*, c'était bien en effet le titre qu'ils avaient choisi pour leur dernière publication de l'automne 1954 !

### Comment s'en sortent-ils ?

*L'invention* : marquons un arrêt sur image, pour entrer le plus directement possible dans leur « horizon de pensée » en tant que groupe, à l'état naissant, au moment où en 1953, ils doivent se positionner en face de Messali. J'utilise ici les textes du IIème Congrès du printemps 1953 publiés par Kiouane en 1999, une brochure du MTLD de 1951 citée également par Kiouane, en particulier un passage intitulé *Principes directeurs*. Des observateurs pas forcément bien intentionnés, relayés par le livre de Claude Collot, ont très vite signalé que les « Principes directeurs » de 1951-52 repris dans les textes du IIème Congrès démarquaient, sans aucun guillemet, un texte bien connu signé Idir el-Watani, intitulé *L'Algérie libre vivra*, de 1949, qui fut le corps de délit du fameux « complot berbériste » de 1949. Préparé en 1948 par une dizaine de militants originaires de Kabylie, il fut mis en forme par Sadok Hadjeres, futur médecin, passé dans les années qui suivirent au PCA, Mabrouk Belhocine, déjà avocat en exercice, qui persista au MTLD puis au FLN et Yahia Henine, trois jeunes militants fort cultivés et très actifs en milieu étudiant.

Certes cet emprunt, déloyal dans ses modalités, stigmatise, au moins aux yeux des spécialistes de l'histoire des idées, les Centralistes, surtout si on se souvient que les auteurs du document signé Idir eurent à subir non seulement leur exclusion du Parti mais aussi force sévices physiques et la saisie d'une grande partie de leurs brochures à la sortie de l'imprimerie (Témoignage personnel de S. Hadjeres), avec le consentement et parfois la participation de membres- mêmes du Comité Central.

Cependant, quant au contenu, on peut arguer que le principe, justement, de la nécessité en général d'une telle prise de positions, et une bonne partie des idées en particulier, appartenaient *en indivision* à un « fond commun », celui du Parti. Comme l'écrit S. Hadjeres dans un texte à paraître : « nous ne concevions pas d'autre appartenance qu'au PPA-

MTLD auquel nous étions organiquement et sentimentalement attachés ». Idir puise donc dans le stock commun du PPA-MTLD en l'enrichissant.

*Nationalisme et démocratie VS Nationalisme, Révolutionnisme et Démocratie. Une comparaison très rapide* : Les principes de 1953, ceux du II<sup>ème</sup> Congrès reprennent deux seulement de ceux du texte de 1949, faisant l'impasse sur Révolutionnisme, même si le Rapport général a de longs développements sur ce que c'est qu'être révolutionnaire, ou pas. Je bornerai là une exégèse fastidieuse qui a déjà été faite (Meynier, 2002). Disons que l'originalité foncière et surtout la force de conviction du texte d'El-Watani réside dans le fait qu'il place en premier et en fait en son centre, *une réflexion sur la Nation* : le nationalisme, qui n'a rien à voir avec la race ni la religion, est « l'amour de la Nation algérienne », pas celui de « la patrie » comme dans le texte de 1953 ; il s'étend (celui de 49) sur la question de la *nationalité* et de son acquisition. Il introduit enfin la notion primordiale, absente encore dans l'Algérie d'aujourd'hui, de *citoyenneté* : « être citoyen d'un pays c'est être dans ce pays un homme libre égal aux autres, c'est être un gouverné qui choisit ses gouvernements... » Etc. Evidemment, certaines divergences intéressantes apparaissent entre les deux textes c'est-à-dire en fait entre un texte plus organique (1951) et l'autre théorique (1949). Entre l'expression de « cadres » cooptés d'un parti et celle de jeunes militants universitaires plus cultivés. Fait surprenant, l'existence d'une *lutte des classes au sein de la société musulmane* est également déniée des deux côtés, si le poids englobant de l'islam et de l'arabité est accentué dans celui de 1951 (Comité Central). D'une manière générale encore, le texte de 1949 est plus universaliste, plus idéologique, plus ferme et plus convaincant. Dans une intervention récente (encore inédite) Sadok Hadjeres précise :

« Nous refusons catégoriquement la position équivoque de ceux qui réduisaient leur programme au seul mot d'ordre d'indépendance comme s'il se suffisait à lui-même. Nous étions écœurés du fait que ce flou ne dérangeait pas les dirigeants ».

En résumé le texte de 1949 exprime un projet de société pour l'avenir, tandis que celui de 1951, on le voit bien en le lisant à la lumière du Rapport du Comité Central, prépare des munitions pour la lutte interne qui s'annonce contre Messali et qui va éclater en 1954. D'autres différences encore à signaler, par exemple l'agressivité du texte du Comité Central envers le parti communiste et aussi les Réformistes (UDMA et Oulémas) ; je n'ai pour ma part, jamais bien compris ce qui les séparait du communisme, sauf bien entendu la réalité qu'était à ce moment-là être d'un PC quel qu'il soit.

Si on voulait être positiviste, on dirait des membres du Comité Central que, appartenant en général à la classe moyenne, ils ne faisaient pas, par construction, profession de foi d'intellectualité, c'eût été en effet mal vu à la base. Mais aussi qu'en tant qu'hommes d'appareil du parti le plus reconnu alors en Algérie, sans doute ne voyaient-ils pas la nécessité d'être en 1953, des théoriciens révolutionnaires, mais plutôt de se concentrer sur d'autres tâches, entre autre, se détacher et détacher les militants de Messali. Un point sur lequel aussi il faudra revenir. Mais c'est sans doute aussi ce qui fait leur intérêt.

*Le tragique* : Mais on ne peut pas s'en tenir là, c'est-à-dire en 1953. Force est de constater que les Centralistes et non les moindres, Ben Khedda par exemple, revendiquent une cohérence de la présence centraliste pendant « toute la révolution » (Ben Khedda, 2000, pp. 87-88) et donc une forte influence de leur mouvance sur la Plate-forme de la Soummam, bien qu'on ait pu aussi soutenir (Meynier, 2002) que celle-ci s'est inspirée directement du texte signé el-Watani, sans passer par leur médiation. Mais dans une collaboration de plusieurs années (1955-57), de plusieurs mois, en tout cas avant la Plate-forme (1956), les échanges n'ont évidemment pas concerné uniquement les *Principes*. Ne pas oublier non plus que c'est au CCE (Comité de Coordination et d'Exécution élu par la rencontre d'août 1955), dans lequel Ben Khedda jouait un rôle égal aux quatre autres (Abane, Ben Mhidi, Krim et Dahlab) que la rédaction finale et la version à publier de la Plate-forme furent confiées, après la rencontre elle-même (Ben Khedda, p. 37 et p. 118).

Ben Khedda, cependant était très conscient des insuffisances de la Plate-forme, il écrit :

« Il n'y a pas eu de doctrine à proprement parler mais un effort pour combler le vide idéologique et politique existant... les textes adoptés *n'étaient qu'une plate-forme*... son mérite aura été de fournir des repères d'orientation pour la poursuite du combat ». Il suffit de lire le recueil de textes publié par Mandouze en 1962 pour se persuader que rien de plus construit ne fut proposé ou presque, par la suite.

Dans un court chapitre, le IV<sup>ème</sup>, de ce recueil, qui reprend un entretien donné en août 1999 à *La Tribune* et intitulé ici « Les Centralistes et la Révolution », Ben Khedda écrit, à sa manière sobre, concernant la part prise par les Centralistes dans l'orientation de la « Révolution », après avoir rappelé l'impératif de l'opposition au populisme de Messali, cité plus haut,

« Dans leur grande majorité, les Centralistes étaient des cadres moyens ou supérieurs du Parti. Après novembre 1954, on les retrouve,

dès qu'ils en ont eu la possibilité, aux avant-postes et dans tous les rouages de la Révolution » (P. 88).

Qu'est-ce à dire, sinon qu'ils revendiquent d'être des militants responsables, compétents, et non des aventuriers ni des amateurs. Mais surtout que le moment venu, ces militants ne se sont pas dérobés devant une situation d'urgence, créée par d'autres et dont ils ne portaient pas la responsabilité. Parlant plus loin du choix du moment du déclenchement de l'insurrection, mais aussi de ses modalités très imprudentes, il en appelle au jugement de l'Histoire et des historiens *c'est-à-dire nous, ici même*. C'est donc un texte central, qu'il convient de commenter. Il n'est pas spécieux d'avoir recours pour ce faire à l'opinion d'un politologue, Hugh Roberts, anglais quoique « *half welsh and half irish* » (moitié Galois et moitié irlandais) comme il aime à se dépeindre plaisamment lui-même, et en tout cas excellent connaisseur de l'histoire et de la société de l'Algérie, qui a le mérite en l'occurrence, de n'être ni algérien ni français. Il écrit (Roberts, 1994), à propos de la création du FLN :

« Le séparatisme populiste cesse d'être un mouvement de masse modelé sur l'action du parti communiste et du mouvement syndical français, fondé sur le principe de l'adhésion volontaire, encadré par les militants d'un parti, et appuyé en premier lieu par des couches urbaines, pour *devenir une guérilla* qui fait du peuple une force d'appoint, une réserve de chair à canon, une base de repli et non plus l'artisan collectif de sa propre émancipation. Dorénavant, le mouvement révolutionnaire sera encadré par une armée, qui s'appuiera en premier lieu sur la société campagnarde dont elle exigera le soutien inconditionnel et qui se fera forte de récupérer et de se subordonner – ou faute de quoi, d'éliminer – les éléments de la population musulmane – intellectuels, étudiants, fonctionnaires, ouvriers, commerçants – qui avaient esquissé depuis le début du siècle leur sortie individuelle des structures sociales d'antan à la faveur du développement partiel promu par le colonialisme français... »

L'historien, selon notre auteur, peut être tenté au moment où il écrit, en 1993, devant le désastre de la guerre civile, le coût immense de l'entreprise et surtout la faiblesse de l'édifice politique qui en est résulté, ce sont ses mots, « d'évaluer négativement le pari audacieux des hommes de Novembre, mais il ajoute on ne peut condamner la démarche du FLN que si on peut démontrer l'existence d'un autre chemin possible. Or cette alternative n'existait point » (pp. 77-78).

Condamner n'est de toute façon pas la tâche de l'historien. Et il ne s'agit pas non plus de donner ici dans *l'uchronie* : si le nez de Cléopâtre etc. Mais il est permis de penser que Ben Khedda n'aurait pas récusé cette analyse, bien sûr très partielle et schématique qu'il a dû lire d'ailleurs

en son temps, ce numéro d'*Autrement* ayant été chroniqué dans la presse algérienne, quand il en appelle justement à la réflexion « des spécialistes et des chercheurs pour une compréhension apaisée de l'histoire nationale ».

Dans cet entretien de 1999, Ben Khedda poursuit : « On a parlé de « déviation » réformiste imputable aux Centralistes. En réalité s'il y a eu déviation, elle prit corps à partir de la mort de Abane (déc. 1957). Certains dirigeants ne lui en ont jamais pardonné son fameux principe de la *primauté du politique sur le militaire*. Car ils redoutaient de se voir amoindris dans leur rôle de chef de guerre... »

Et là, en effet, un virage d'écriture à 180 degrés : mieux que jamais, ce texte, certes auto justificatif, totalement tragique, écrit à la fin d'une vie, le vieux militant a alors 72 ans, il va mourir trois ans plus tard, décrit sans censure et sans langue de bois, sinon ce qu'étaient les Centralistes, en tout cas comment ils se voulaient être eux-mêmes : une mouvance *non radicale et non populiste*, fermement opposée à l'improvisation du 1<sup>er</sup> novembre (p. 88), et cependant prise dans l'étau d'un séisme social radical et populiste.

Evoquant « l'exécution » d'Abane « au mépris de la légalité révolutionnaire » il écrit encore : « là se situe le tournant tragique de la Révolution. Il n'y a pas eu déviation mais *dérive* (souligné par lui). Désormais le pouvoir est entre les mains des militaires qui le garderont pour de bon et la dérive se poursuivra ponctuée de coups d'Etat ».

De plus, il y a un point que les divers auteurs n'intègrent pas assez, et qu'on entend bien tout au long de ce recueil-là, c'est l'énorme degré d'incertitude des deux premières années, 1954/56, créé par *l'absence de direction collective légitime*. Et il est probable qu'il en fut de même à divers autres moments par la suite, d'autant que durant 7 ans, une grande dispersion géographique et politique des centres de décision et d'influence (qui apparaît de manière hallucinante en lisant par exemple les entretiens d'Abdesselam) fut le lot du FLN. A ces incertitudes, les Centralistes, cela est clair dans le texte et dans les faits, ont répondu par *l'héroïsme*, ne pas se dérober aux engagements pris, d'où l'absurde et *le tragique* inévitable de la suite, peut-être du présent actuel : « tragique : *situation où l'homme prend douloureusement conscience d'un destin ou d'une fatalité qui pèse sur sa vie, sa nature ou sa condition même* » (Dictionnaire Robert, p. 1995, ed. 1991). Tragique, ne l'oublions pas, veut dire sans issue non dommageable, ainsi pensaient les anciens Grecs !

Pourtant malgré les déconvenues répétées et les marginalisations successives des politiques, au bénéfice des militaires, qui émaillent la suite



de la guerre (voir les péripéties de la vie de S. Louanchi, dans Louanchi 1999, par exemple), malgré ce que Ben Khedda résume comme « le système du Coup d'Etat tous les 6 ans », les Centralistes dont lui-même, ne se résignèrent *jamais* à l'abandon du « primat politique » sur le militaire, ce pilier le plus important de la Plate-forme de 1956. Une boutade de Yazid dans un entretien résume avec humour, à propos du Parti unique, les racines anciennes de cette utopie tenace : « Pour nous c'était juste l'affaire de quelques années, une étape la plus courte possible » (Entretien avec *L'Express*, 2002) ; allait dans le même sens en 1989, sa mise en garde contre la légalisation d'un parti à fondements religieux. Tout cela, *c'est l'héritage d'un certain Comité Central*, résumé trop hâtivement peut être dans les textes de 1951 et 1953, héritage partagé par une base, sans doute mince, mais exigeante et courageuse de syndicalistes, d'étudiants, de journalistes, voire de simples militants dont l'engagement mena certains au maquis et à la mort (Draréni, Benbaatouche, Laïchaoui) alors que rien ne les y obligeait sauf leur propre sens de l'honneur, et bien d'autres dont les noms ne sont pas connus du public.

Cependant les Centralistes étaient aussi multiples, comme le montre le panégyrique déconcertant de Dahlab sur l'islam dans son livre de 2000 ! De même en 1961, ses propos très inquiétants pour l'avenir, sur l'absorption de tous les partis au sein du FLN, dans un entretien avec *Afrique-Action* (n° 57), « ... lorsque des Algériens ne sont pas organisés au sein du FLN, ils pensent cependant FLN ! », une belle anticipation de l'unanimité post indépendance ! Sans compter sa réponse stupéfiante sur le million de morts : « Elle (la lutte) a coûté trop cher et elle coûtera toujours plus cher parce que la France etc... ». Qu'on songe qu'il est alors ministre des Affaires étrangères du troisième GPRA ! Une diversité qui n'est peut-être pas sans rapport avec leurs échecs politiques sur le long terme. Mais ceci serait un autre dossier.

*Le récit : « Ce qui compte... c'est de s'inscrire dans ce paysage... »*

On pourrait certes imaginer une toute autre histoire. Ce qui aurait pu se passer si... Mais nombre de raisons sont là pour nous en dissuader, en particulier la prise en compte du contexte géopolitique global de l'époque, la guerre froide etc. Cela a déjà été dit. Cependant ce qui reste aujourd'hui, ce sont *des idées*, et il y a possibilité de *résilience* pour les idées comme pour les personnes, à condition de *ne pas éluder le récit*, non pas un récit substitutif, mais celui du *trauma* (dire certaines vérités sinon la vérité) et aussi celui du *bonheur*, de l'énergie dépensée et stockée au fil des luttes. Des accumulations primitives successives. En effet, inutile d'aller chercher ces idées ailleurs, elles étaient inscrites dans les rêves et les

désirs des Algériens depuis le premier tiers du XX<sup>ème</sup> siècle, dans les termes de modernité mêmes où elles se présentent aujourd'hui. D'où le titre un peu étrange de mon intervention qui m'a comme échappé mais qui reflète bien un « moment », celui du début des années 50 : tout cela avait déjà été dit et entendu, et pouvait advenir, si seulement l'ennemi colonialiste pouvait plier.

Ainsi, si par une démarche régressive, en évitant « d'agiter des drapeaux » (quels qu'ils soient) et de faire des comptes de boutique, en évitant surtout de « faire de l'exégèse », pour continuer à filer la citation de notre romancier soudanais, on remonte de la *Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre* jusqu'à certains énoncés de la décennie 30, on trouve, en différentes étapes et chez différents partis, la trace d'une demande de démocratie et de « modernité » si on peut dire, en tout cas, *bien d'autres ressources qu'un radicalisme populiste ou un populisme radical* : aussi loin que la création des différents partis politiques algériens, on peut trouver une ouverture explicite vers la démocratie, on pourrait même dire vers *une diversité modernisatrice* :

- Avril 1937 : *Déclaration du BP du PPA* : « sans distinction de race ni de religion », un mois après sa création\*.

- 1943 : *Abbas, Manifeste du peuple algérien* : « ...égalité absolue de tous ses habitants, sans distinction de race ni de religion »

- 1944 : *Messali* : « ... un pays comme l'Algérie où se côtoient plusieurs races et plusieurs religions... »\*

- 1946 : *Testament* de Ferhat Abbas (Inédit passionnant publié par Ageron, 2005)

- 1949 : *L'Algérie libre vivra* (Idir al Watani - Hadjeres et coll.)

- 1951 : *3<sup>eme</sup> Congrès UDMA* : « ...cette République demeure accessible tous les Algériens sans aucune distinction... l'UDMA est un parti ouvert à tous les habitants de ce pays... »\*

- 1951 : *8 brochures éditées par le Comité Central du MTLD* (dont l'une reprend la définition du nationalisme de *L'Algérie libre vivra*, 1949, ni race ni religion)

- 1952 : *6<sup>eme</sup> Congrès du PCA* : appel pour une Constitution algérienne élue au suffrage universel et à un Front algérien (qui n'aura pas lieu)\*

- Avril 1953 : *Résolution du 2<sup>eme</sup> Congrès du MTLD* (Kiouane, 1999)

- 1954/56 : *Conscience maghrébine*

- 1954 : *Appel au peuple algérien*, Front de Libération Nationale, le 1<sup>er</sup> novembre : ... « Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions »

Ceci dit, plus on avancera vers 1962, plus cette ouverture sera étriquée et aigre dans les termes !

\* les mentions suivies de \* sont empruntées au recueil édité par Claude Collot et JR Henry, *Le mouvement national algérien, Textes 1912-1954*.

## **Conclusion**

1962, la guerre est finie. Il n'y a plus de « centralistes ». En tout cas d'étiquette de ce nom. Mais certaines idées reviennent laborieusement sous divers couverts : été 1980, Séminaire de Yakouren. 1989, création du RCD Quand, après moult péripéties et avec 40 ans de retard, le pluripartisme réapparaît, lors de quelques assises de partis, fondatrices ou refondatrices, on peut identifier clairement en effet certaines idées entendues dans les années 50 et qui n'avaient plus cours en Algérie depuis belle lurette. Mais ces mots qui refont surface en 1989, dont on ne peut pas dire qu'ils aient jamais figuré en tant que tels dans aucune des Chartes nationales successives, d'où viennent-ils ? Ont-ils une histoire, une généalogie ? Sur quel réel prennent-ils appui ? De quelles luttes sont-ils le produit ? Quelles défaites successives plutôt ont produit leur relégation ? On ne le sait pas, et on ne s'en soucie pas. Les idées qu'ils recouvrent au contraire sont aujourd'hui *en lévitation* et précisément pour cette raison, elles n'ont *aucune incidence sur la vie réelle, le pays réel*, ce qui permet à certains de parler d'occidentalisme, ou de gauchisme, selon la tendance. Nous avons toujours et encore l'un des Codes de la Famille presque le plus réactionnaire du monde arabe ; un Code de la Nationalité médiéval : la terre, le sang, la religion. Une définition de la culture et de la langue mise en question par l'expérience de chaque jour des *citoyens*. Un mot qui a mis très longtemps à faire son chemin dans la langue courante en Algérie. Or, dans un pays spécialiste mondial de la table rase, à l'identité si problématique et si questionnée, n'y a-t-il pas grand danger à réinventer *l'essentiel des mots du pacte social* chaque fois, comme si c'était des mots nouveaux ? L'enregistrement d'une antériorité longue dans le temps des termes importants du contrat social, ce que j'ai appelé ici *Le Récit*, ne constitue-t-il pas une véritable *ressource* à préserver et à entretenir ?

## **Conclusion bis**

Un ami, ancien *djundi* de base de la Zone Autonome d'Alger, avec qui j'évoquais brièvement la fabrication, laborieuse, du présent texte, m'a raconté l'anecdote suivante : 1961, au camp de Beni Messous, 200 détenus. Un soir, un nouvel interné du jour prend la parole pour engager un débat avec ses codétenus et parle de la nécessité de revenir à la « laïcité » dans le combat nationaliste (sans doute en écho à une prise en

main un peu trop orientée « religion » par le responsable politique du camp !). Grand émoi parmi les détenus : comment, se demandent-ils en chœur, sait-il déjà la date exacte de l'Aïd ? Tous en effet ont confondu « laïcité » et « Aïd », le récit ne dit ni comment ni pourquoi ? En tout cas, après six ans de luttes, aucun d'entre-eux n'avait jamais entendu le mot « laïcité », qui sonnait pour eux d'un exotisme extrême !!!! Autant d'ailleurs pour mon ami, Casbadji de 19 ans alors, que pour les autres.

Je pense que cette anecdote fonde d'une certaine façon, l'utilité de la démarche rétrospective que j'ai tentée ici.

## Documents non publiés

*Fiches de renseignement des R.G français*, grâce à l'amabilité d'un collègue historien.

*Rubriques nécrologiques de presse* conservées au *Centre Culturel Algérien* à Paris. Que Zineb Derbal, exceptionnelle conservatrice de cette bibliothèque, en soit remerciée.

## Bibliographie succincte

Addi, Lahouari, *L'Algérie et la démocratie*, Paris, La Découverte, 1994

Ageron, Ch. Robert, « Un manuscrit inédit de Ferhat Abbas, *Mon testament politique*, 1946 », *Genèse de l'Algérie algérienne*, Paris, Editions Bouchène, 2005, pp. 447-467.

Ageron, Ch, Robert, « Les classes moyennes dans l'Algérie coloniale » *Genèse de l'Algérie Algérienne*, Paris, Edition Bouchène, 2005, pp. 369-389.

Anderson, Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996 (1983 en anglais)

Ben Youssef, Ben Khedda, *Les accords d'Evian*, Alger, ENAP-OPU, 1991.

Ben Youssef, Ben Khedda, *Abane-Ben Mhidi. Leur apport à la révolution algérienne*, Alger, Editions Dahlab, 2000 (C'est son livre le plus important)

Benboune et El Kenz, *Entretiens avec Belaïd Abdesselam*, Alger, ENAG Editions, Tome 1 et Tome 2, 1990.

Cheurfi, Achour, *La classe politique algérienne de 1900 à nos jours ; Dictionnaire biographique*, Alger, Casbah Editions (Un instrument irremplaçable), 2001.

Carlier, Omar, *Entre nation et djihad, Histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

Carlier, Omar, « Mouvements de jeunesse, passage de génération et créativité sociale... 1940-1950 », *De l'Indochine à l'Algérie. La jeunesse en mouvements...1940-1962*, s/d N. Bancel et Y. Fates, Paris, La Découverte, 2003, 14 p.

Collot, Claude et Henry, JR, *Le mouvement national algérien, Textes 1912-1954*, Recueillis par, Paris, l'Harmattan, 1978

Colonna, Fanny, « Les spécialistes de la médiation. Naissance d'une classe moyenne au Maghreb », *Savants paysans. Eléments d'histoire sociale*, pp. 213-240, Alger, OPU, 1987.

Colonna, Fanny, « Aux sources de la créativité des années 50 », *Aurès/Algérie 1954*, Autrement Mémoires, 33, s/d Fanny Colonna, 1994, pp. 124-134.

Colonna, Fanny, textes s/d de, *Algérie, la fin de l'unanimité, débats et combats des années 80 et 90, Maghreb-Mashrek*, n°154, 1996.

Dahlab, Saad, *Mission accomplie*, Alger, Editions Dahlab, 2000.

Dérouciche, Mohamed, *Le scoutisme, Ecole du patriotisme*, Alger, ENAL-OPU, 1985.

Farès, Mohamed, *Aïssat Idir. Documents et témoignages sur le syndicalisme algérien*, Alger, ENAP-ENAL, Editions Les Andalouses, 1992.

Gellner, Ernest, (en anglais 1983), *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989

Harbi, Mohammed, *Une vie debout, Mémoires politiques T 1, 1945-1962*, Paris, La Découverte, 2001.

Kaddache, Mahfoud, « Les soldats de l'avenir. Les scouts musulmans algériens, 1930-1962 » *De l'Indochine à l'Algérie. La jeunesse en mouvements... 1940-1962*, s/d N. Bancel et Y. Fates, Paris, La Découverte, 2003, 10 p.

Kiouane, Abderrahmane, *Moments du mouvement national, Textes et positions*, Alger, Editions Dahlab, 1999.

Louanchi, Anne-Marie, *Salab Louanchi. Parcours d'un militant algérien*, Alger, Editions Dahlab, 1999.

Marcus, G.E., *Perilous States, Conversations on Culture, Politics and Nation*, Chicago and London, the University of Chicago Press, 1993.

Marcus, G. E., « Ethnography in / of the world system » *Annual Review of Anthropology*, 24, 1995.

Marcus, G.E., « Le défi sceptique » communication orale inédite au Collège de France, Paris, 1996.

Meynier, Gilbert, *Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, Paris, Fayard, 2002.

Roberts, Hugh, « Prémisses historiques d'une libération inachevée », *Aurès/Algérie 1954*, Autrement Mémoires, 33, s/d Fanny Colonna, 1994, pp. 72-92.

Soufi, Fouad, « in memoriam Mahfoud Kaddache... », *Insaniyat*, n°37, 2007, pp. 7-16.

Taleb-Ibrahimi, Ahmed, *Mémoires d'un Algérien*, Tome 1 : *Rêves et épreuves, 1932-1965*, Alger, Casbah Editions, 2006, Tome 2, *La Passion de bâtir*, *idem*, 2008.

El Watani Idir, 1949, *L'Algérie libre vivra, Le combat algérien* (texte original, clandestin, grâce à l'obligeance de Sadek Hadjeres).